

Protection de l'Environnement  
245 rue Garibaldi  
69003 LYON

LYON, le 18/10/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **VITACUIRE**

14 RUE JEAN JAURES  
69330 MEYZIEU

Références : PNE2023-402  
Code AIOT : 0056901141

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/09/2023 dans l'établissement VITACUIRE implanté 14 RUE JEAN JAURES 69330 MEYZIEU. L'inspection a été annoncée le 27/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VITACUIRE
- 14 RUE JEAN JAURES 69330 MEYZIEU
- Code AIOT : 0056901141
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise VITACUIRE est un établissement en situation administrative régulière. Ses activités sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 15 décembre 2013. Précédemment implantée depuis 1972 sur la même commune, l'entreprise, compte tenu de l'extension de son activité, a déménagé en 1990 sur un site plus vaste. Des bâtiments neufs ont été construits sur le site, dont la superficie est de 54 000 m<sup>2</sup>.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Alimentation en eau
- Sécurité
- Moyens d'intervention en cas de sinistre.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Alimentation en eau	Arrêté Préfectoral du 16/12/2013, article 2.4.2.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Alimentation en eau	Arrêté Préfectoral du 16/12/2013, article 2.4.5.2	/	Sans objet
3	Sécurité	Arrêté Préfectoral du 16/12/2013, article 2.6.1.1	/	Sans objet
4	Sécurité	Arrêté Préfectoral du 16/12/2013, article 2.6.2.6	/	Sans objet
5	Moyens d'intervention en cas de sinistre	Arrêté Préfectoral du 16/12/2013, article 2.6.5	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'entreprise VITACUIRE est une structure dont l'aménagement et l'entretien sont globalement satisfaisants. Le suivi documentaire est correctement réalisé.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Alimentation en eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/12/2013, article 2.4.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôles des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b> Transmission à l'Inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Prescription respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 2 : Alimentation en eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/12/2013, article 2.4.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Qualité des effluents
<b>Prescription contrôlée :</b> Respect des valeurs limites d'émission.
<b>Constats :</b> Prescription respectée. Toutefois, des dépassements mineurs sont constatés. Ces constats sont accompagnés de commentaires permettant de prendre en compte le contexte du dépassement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/12/2013, article 2.6.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle de l'accès
<b>Prescription contrôlée :</b> Des dispositions matérielles et organisationnelles interdisent l'accès libre aux installations, notamment en dehors des heures de travail.
<b>Constats :</b> Prescription respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/12/2013, article 2.6.2.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérifications périodiques
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations, appareils ou stockages, contenant ou utilisant des produits dangereux, ainsi que les dispositifs de sécurité et les moyens d'intervention, font l'objet des vérifications périodiques réglementaires ou de toute vérification complémentaire appropriée.
<b>Constats :</b> Par SOCOTEC : <ul style="list-style-type: none"><li>- Rapport de vérification électrique pour les 31/07 et 01/08/2023 (9 observations P1 ; 9 P2 ; 32 P3 ; Suivi des observations effectué et tracé) ;</li><li>- Q18 pour le 17/08/2023 ;</li><li>- Q19 pour le 13/10/2022.</li></ul> Par CEMIS : <ul style="list-style-type: none"><li>- Contrat d'entretien détection incendie pour les 16 au 17/01/2023 ;</li><li>- Q7 pour le 12/09/2023.</li></ul> Pour DESAUTEL : <ul style="list-style-type: none"><li>- Rapport de vérification périodique des extincteurs et RIA pour le 04/05/2023.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 5 : Moyens d'intervention en cas de sinistre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/12/2013, article 2.6.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation du personnel
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant veille à la qualification professionnelle et à la formation initiale et continue de son personnel dans le domaine de la sécurité
<b>Constats :</b> Prescription respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet